

**SENAT**  
-----

**REPUBLIQUE DU CONGO**

Unité- Travail- Progrès  
-----

# ***R*APPORT N°46**

**DE LA COMMISSION ECONOMIE ET FINANCES**

**RELATIF**

**A L'EXAMEN DU PROJET DE LOI PORTANT  
APPROBATION DU CONTRAT DE PARTAGE DE  
PRODUCTION EMERAUDE II, SIGNE LE 9 AVRIL 2020**

**ENTRE**

**LA REPUBLIQUE DU CONGO, LA SOCIETE  
NATIONALE DES PETROLES DU CONGO ET LES  
SOCIETES CONGOREP S.A. ET  
PERENCO CONGO S.A**

**TROISIEME LEGISLATURE DU SENAT**

**QUATRIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DU SENAT  
DU 18 AVRIL 2020**

*X*

# SOMMAIRE

INTRODUCTION ----- P. 3

I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE ----- P. 4

II- EXAMEN DE L'AFFAIRE ----- P. 5

III- RECOMMANDATIONS ----- P. 10

CONCLUSION ----- P. 11

## INTRODUCTION

La Commission Economie et Finances du Sénat s'est réunie les 21, 23 et 25 avril 2020 dans la salle des banquets du Palais des Congrès sous la direction du Vénérable Sénateur **Jean Marie ANDZIBA EPOUMA**, son Président, pour examiner le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Emeraude II, signé le 9 avril 2020 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et les sociétés Congorep S.A. et Perenco Congo S.A.

Le Sénat est la deuxième Chambre saisie.

Ont pris part aux travaux, les Vénérables Sénateurs :

Paul Stanislas NGUIE	: Premier Vice-Président
Antoine BANVIDI	: Deuxième Vice-
Président	
Aristide NGAKOSSO NGAMA	: Rapporteur
Jean Serge KENTOUA	: Secrétaire
Théophile ADOUA	: Membre
Athanase MAKAYA MAKOUNDI	: Membre
Martin Nicaise MAKOSSO	: Membre
Bernard MBATCHI	: Membre
Anastasie MOUDOUEMA BATSELILI	: Membre
Joséphine MOUNTOU-BAYONNE	: Membre.

Excusé, le Vénérable Sénateur :

Jean Nicolas MOUNGALA	: Membre.
-----------------------	-----------



## I- PRESENTATION DE L'AFFAIRE

La République du Congo, d'une part, la Société Nationale des Pétroles du Congo, la Société Congorep et la Société Perenco Congo S.A. d'autre part, ont signé en date du 9 avril 2020 le Contrat de Partage de Production Emeraude II, dont le permis d'exploitation d'hydrocarbures liquide et gazeux a été attribué par le décret n°2019-353 du 30 novembre 2019.

A la date d'attribution du permis d'exploitation, le contracteur est constitué ainsi qu'il suit :

- Société Nationale des Pétroles du Congo : 15,0038% (Titulaire) ;
- Congorep : 69,3800% (opérateur) ;
- Perenco Congo : 15,6162%.

Ce permis a une durée de vingt (20) ans à compter de la date d'effet.

Il peut faire l'objet d'un seul renouvellement pour une période de cinq (5) ans.

Les paramètres économiques et fiscaux du contrat de partage de production Emeraude II sont les suivants :

Redevance minière	15%	
PID	1%	
Bénéficiaire	Congo	Contracteur
Cost stop	50%	
Excess oil	50%	50%
Cost oil garanti	25%	
Profit oil	50%	50%
Super profit oil	50%	50%
Seuil du prix haut	50\$	

L'approbation du contrat de partage de production Emeraude II donnera lieu au paiement d'un bonus de signature de cinq (5) millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique.



En outre, le contracteur contribuera à la réalisation des projets sociaux à hauteur de un (1) million de dollars des Etats-Unis d'Amérique.

L'ancien contracteur s'engage à reverser à la République du Congo, au titre des provisions pour abandon et remise en Etat des sites, la somme de quatre-vingt-quinze millions de dollars (95.000.000 USD) sur un compte ouvert au nom du Trésor Public de la manière suivante :

- quarante-sept millions cinq cent mille dollars (47.500.000 USD) seront payables dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de publication de la loi d'Approbation du CPP au Journal Officiel ;
- trente-trois millions deux cent cinquante mille dollars (33.250.000 USD) seront payables à la première date anniversaire de ladite publication ;
- quatorze millions deux cent cinquante mille dollars (14.250.000 USD) seront payables à la deuxième date anniversaire de ladite publication.

## II- EXAMEN DE L'AFFAIRE

Dans le cadre de l'examen de cette affaire, la commission a reçu, le Jeudi 23 avril 2020 à 11 h 30 dans la salle des banquets du Palais des Congrès, Monsieur **Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA** Ministre des Hydrocarbures, qui a fait un exposé liminaire avant de répondre aux préoccupations des Vénérables Sénateurs.

### II-1- EXPOSE LIMINAIRE DU MINISTRE DES HYDROCARBURES

Présentant le projet de loi portant approbation du contrat de partage de production Emeraude II, signé le 9 avril 2020 entre la République du Congo, la société nationale des pétroles du Congo et les sociétés Congorep S.A. et Perenco Congo S.A, Monsieur **Jean-Marc THYSTERE TCHICAYA** a relevé qu'avant tout propos, je voudrais respectueusement rappeler aux membres de la commission le contexte dans lequel ont été négociés et signés les deux contrats de partage de production objet de la séance de ce jour.

Notre industrie traverse l'une des plus difficiles périodes avec des cours qui ne cessent de chuter. L'économie mondiale reste en berne et, par conséquent, la demande est inférieure à l'offre. C'est dans ce contexte extrêmement difficile qu'ont été négociés les contrats objet de la présente séance.

## **II-2- PREOCCUPATIONS ET QUESTIONS DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION, A L'ENDROIT DU MINISTRE DES HYDROCARBURES.**

### **A/- PREOCCUPATIONS :**

- 1- La conformité à l'article 9.4 du code des hydrocarbures relatif à la Constitution du contracteur.
- 2- La carte de visite de Congorep S.A.
- 3- La fixation du seuil de prix haut (article 1.40) à l'instar de ceux fixés dans les CCP votés en décembre 2019 avec Total et Chevron.
- 4- L'opérationnalité de la caisse de dépôt et de consignation pour le dépôt des provisions pour abandon des et remise en état de site.
- 5- Les raisons de l'absence de l'intérêt participatif minimal des sociétés privées nationales conformément à l'article 143 du Code des Hydrocarbures.
- 6- Le bilan des projets sociaux réalisés par le premier groupe contracteur d'Emeraude I et ceux prévus dans le cadre d'Emeraude II.
- 7- La place du contenu local.



## **II-3-REPONSES DU MINISTRE DES HYDROCARBURES AUX PREOCCUPATIONS DES VENERABLES SENATEURS, MEMBRES DE LA COMMISSION.**

### **1- Sur la conformité de l'article 9.4 du code des hydrocarbures relatif à la constitution du contracteur.**

*L'article 9.4 du Code des Hydrocarbures prévoit qu'« en vue de la constitution d'un contracteur, le choix des sociétés membres du contracteur autres que la société nationale est effectué par l'administration des hydrocarbures dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres ou, dans des conditions exceptionnelles, de gré à gré ».*

La constitution du groupe contracteur est conforme au Code des Hydrocarbures qui prévoit la possibilité de gré à gré. Constatant la capacité du groupe Perenco à effectuer, comme nouvel opérateur, avec succès la reprise de champs matures, mais aussi par ses collaborations réussies avec la SNPC et les sociétés privées nationales, le Congo, en accord avec le Titulaire, a choisi le Congorep pour opérer le nouveau permis d'exploitation Emeraude II.

### **2- Sur la carte de Visite Congorep.**

Congorep est une société anonyme de droit congolais dont le capital social est détenu par la SNPC (49 %) et Perenco (51 %).

Congorep a développé une expertise dans le redéveloppement de champs matures arrivés en fin de vie depuis près de 20 ans. Congorep exploite directement les champs matures Emeraude et Likouala, dont la production cumulée est de 35.000 barils par jour actuellement.

### **3- Sur la fixation du seuil de prix haut (1.40) à l'instar de ceux fixé dans les CPP votés en décembre 2019 avec Total et Chevron.**

Le seuil de prix haut a été fixé de façon à obtenir l'équilibre économique du permis. Les critères économiques dépendent d'un certain nombre d'éléments comme les programmes d'investissement (100-150M\$ d'investissement) et la production d'eau.



Le champ Emeraude produit 97% d'eau donc nécessite énormément de maintenance.

Outre ce qui précède, le contexte économique actuel dans le secteur pétrolier a grandement joué sur les négociations ayant abouti à la signature du CPP.

**4- Sur l'opérationnalité de la Caisse de Dépôts et de Consignation pour le dépôt des provisions pour abandon et de réhabilitation des sites.**

Cet article est conforme à l'article 101 du Code des Hydrocarbures et des échanges sont en cours avec l'administration des finances pour les modalités de gestions des provisions pour abandon et remise en état des sites. Bien entendu, cette provision sera versée dans un compte séquestre situé en République du Congo et se fera sans problème avec la publication des textes d'application du Code des Hydrocarbures précisant les règles de constitution et la gestion desdites provisions.

En effet, le Groupe Contracteur est dans l'attente des Décrets d'Application du Code des Hydrocarbures, qui doivent traiter ces sujets.

**5- Sur la raison de l'absence de l'intérêt participatif minimal des sociétés privées nationales conformément à l'article 143 du Code des Hydrocarbures.**

La dérogation est octroyée par rapport au taux de participation de la SNPC qui détient 49 % du capital social de Congorep et, à travers Congorep et l'association Emeraude II, 49 % du permis d'exploitation Emeraude II.

Il convient de dire que cette participation est un actif rentable du portefeuille de la SNPC et, en partenariat avec la tutelle et le titulaire, nous avons tenu à le garder intact dans le cadre des discussions.

**6- Sur le bilan des projets sociaux réalisés par le premier groupe contracteur Emeraude I et ceux prévus dans le cadre d'Emeraude II.**

Depuis 2012, Congorep mène sur la région urbaine de Pointe Noire un ambitieux projet d'appui aux structures de santé (Projet PASS).



Ce projet vise à apporter un accompagnement technique à une dizaine de centres de soins, avec un focus particulier sur les maternités.

A titre d'exemple, pour le premier semestre 2019, les indicateurs suivants ont été réalisés pour le projet :

- Un accompagnement pour 322 personnels soignants actifs dans les structures de santé partenaires (SSP) ont bénéficié de l'appui du PASS ;
- 420 jours homme d'accompagnement terrain ont été assurés par une équipe de 4 formateurs ;
- 2 sessions de formation en salle ont été organisées pour les personnels des SSP.

Le projet agit en interaction étroite avec la Direction Départementale de la Santé à Pointe-Noire, premier témoin de son utilité et de son efficacité puisqu'il permet à environ 20 000 patients de bénéficier de meilleurs soins.

Depuis son démarrage ce projet a mobilisé environ 3,5 millions d'euros. Il est entièrement financé avec les fonds propres de Congorep. Ce projet montre son succès en ce moment avec le soutien à l'établissement Madeleine Mouissou, en première ligne dans la crise actuelle du Covid19.

## **7- Sur la place du contenu local.**

Dans le cadre de son plan de redéveloppement Emeraude II, Congorep et la SNPC ont établi une feuille de route dont l'objectif est de maximiser la participation des filiales de la SNPC dans la réalisation du projet, et en particulier sur les travaux suivants :

- fourniture de services pour les activités de forage ;
- fourniture de services pour la construction et la manipulation des structures ;
- fourniture de services logistiques sur la plateforme Ilogs à Pointe Noire.

En outre, le contracteur s'est engagé à se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives au contenu local en République du Congo.

Conformément à la réglementation en vigueur, des contrôles réguliers seront réalisés auprès de l'opérateur pour la mise en œuvre effective des dispositions du contenu local.

### III- RECOMMANDATIONS

- 1- Au regard des disparités constatées dans la présentation des différents Contrats de Partage de Production (CPP) qui varient d'un groupe contacteur à un autre, la Commission recommande au Gouvernement d'élaborer un modèle type de CPP dans les meilleurs délais, conformément aux dispositions de l'article 10 du code des Hydrocarbures.
- 2- La Commission recommande au Gouvernement de présenter un avenant au contrat de partage de production Emeraude II en apportant les modifications conformes au code des hydrocarbures.
- 3- Etant donné la non opérationnalité de la caisse des dépôts et de consignation, sensée recevoir les provisions pour abandon et remise en état des sites, la Commission recommande au Gouvernement d'ouvrir un compte séquestre à la Banque centrale dès la mise en production du gisement (first Oil). 